



CHAPITRE 52

Loi confirmant et ratifiant la vente de certains lots par la cité de Montréal à L'Union Économique d'Habitations

[Sanctionnée le 15 avril 1943]

Préambule.

ATTENDU que L'Union Économique d'Habitations, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, a par sa pétition représenté:

Que par un acte de vente passé le 13^{ième} jour de mai 1942, devant Me Jean Baudouin, notaire, enregistré sous le No 525353, la cité de Montréal a vendu à L'Union Économique d'Habitations certains lots de terre situés dans les quartiers Mercier et Rosemont, dans la cité de Montréal, portant les numéros 351 à 401 inclusivement et les numéros 1244 à 1249 inclusivement sur le plan de subdivision du lot originaire désigné par le numéro 1 sur le plan et au livre de renvoi officiels du Village Incorporé d'Hochelaga;

Qu'il a été arrêté aux termes de l'acte de vente qu'il serait sujet à ratification par la Législature de la province de Québec, la cité de Montréal ayant d'autre part vendu lesdits lots quittes et nets de toutes charges et hypothèques et de tous privilèges;

Que les lots de terre vendus paraissent affectés d'une prohibition légale d'aliéner, comme faisant ou devant faire partie d'un parc public prévu par les dispositions des lois 1 George V (1910), chapitre 52, article 5 et 3 George V, chapitre 58, article 11;

Que par la loi 8 George V, chapitre 84, article 1, la cité de Maisonneuve fut

CHAPTER 52

An Act to confirm and ratify the sale of certain lots by the city of Montreal to L'Union Économique d'Habitations

[Assented to, the 15th of April, 1943]

Preamble.

WHEREAS L'Union Économique d'Habitations, a legally constituted corporation, having its chief place of business in the city and district of Montreal, has, by its petition, represented:

That by a deed of sale passed on the 13th day of May, 1942, before Jean Baudouin, notary, and registered under the No. 525353, the city of Montreal sold to L'Union Économique d'Habitations certain lots of land situated in Mercier and Rosemont wards, in the city of Montreal, bearing the numbers 351 to 401, inclusive, and the numbers 1244 to 1249, inclusive, on the subdivision plan of the original lot designated as number 1 on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga;

That it was provided by the terms of the deed of sale that it would be subject to ratification by the Legislature of the Province of Quebec, the city of Montreal having furthermore sold the said lots free and clear of all charges and hypothecs and of all privileges;

That the lots of land sold appear to be subject to a legal prohibition to alienate as forming or destined to form part of a public park contemplated by the provisions of the acts 1 George V (1910), chapter 52, section 5, and 3 George V, chapter 58, section 11;

That by the act 8 George V, chapter 84, section 1, the city of Maisonneuve was

annexée à la cité de Montréal, l'actif et le passif de la cité de Maisonneuve ayant par ladite loi été déclarés faire partie de l'actif et du passif de la cité de Montréal;

Qu'il y a lieu, dans l'intérêt des parties audit acte de vente, d'écarter les effets de cette prohibition dans la mesure où elle peut affecter les lots vendus et de ratifier l'acte de vente;

Que l'aliénation desdits lots a été recommandée par le directeur des finances et le chef estimateur et a été approuvée par le directeur du service d'urbanisme et l'ingénieur surintendant de la division technique de la cité de Montréal et par la Commission municipale de Québec; et

Attendu qu'il convient de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Acte ratifié.

1. L'acte de vente suivant, savoir: "Un acte de vente par la cité de Montréal à L'Union Économique d'Habitations, passé devant Me Jean Baudouin, notaire, le 13 mai 1942, sous le numéro 15405 de son répertoire et enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 525353", est confirmé, ratifié et déclaré valide, de manière à écarter de façon définitive à l'égard des lots de terre faisant l'objet dudit acte de vente, la prohibition d'aliéner pouvant résulter des lois 1 George V (1910), chapitre 52, article 5, et 3 George V, chapitre 58, article 11, et à transporter la propriété desdits lots à L'Union Économique d'Habitations.

Frais.

2. Les frais de la présente loi seront supportés par la cité de Montréal.

Entrée en vigueur.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

annexed to the city of Montreal, the assets and liabilities of the city of Maisonneuve being declared by the said act to form part of the assets and liabilities of the city of Montreal;

That, in the interests of the parties to the said deed of sale, there is occasion to remove the effects of such prohibition in so far as it may affect the lots sold, and to ratify the deed of sale;

That the alienation of the said lots has been recommended by the director of finance and the chief assessor and approved by the director of town planning and the superintending engineer of the technical division of the city of Montreal and by the Quebec Municipal Commission; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The following deed of sale, namely: Deed "A deed of sale by the city of Montreal valid-
to L'Union Économique d'Habitations, passed before Jean Baudouin, notary, on the 13th of May, 1942, under the number 15405 of his repertory and registered in the registry office of Montreal under the number 525353", is confirmed, ratified and declared valid, so as definitely to remove, with regard to the lots of land which are the object of the said deed of sale, the prohibition to alienate which may result from the acts 1 George V (1910), chapter 52, section 5, and 3 George V, chapter 58, section 11, and so as to transfer the ownership of the said lots to L'Union Économique d'Habitations.

2. The costs of this act shall be borne Costs of
by the city of Montreal. this act.

3. This act shall come into force on Coming
the day of its sanction. into force.